

ACTION URGENTE

DES DÉFENSEURES DES DROITS HUMAINS MENACÉES DE MORT

Deux défenseures des droits humains de la ville de la côte pacifique colombienne, Buenaventura, dans le département du Valle del Cauca, sont en danger depuis qu'elles ont reçu des menaces de mort, probablement de paramilitaires.

Le 23 novembre dans l'après-midi, la défenseure des droits humains, **Danelly Estupiñán**, a reçu une menace de mort par SMS qui semble avoir été envoyée par un paramilitaire : « Danelly, la fin est très proche pour toi » (« *Danelly esta [sic] muy cerca del final* »). Elle travaille pour le Processus des Communautés Noires (Proceso de Comunidades Negras, PCN). Ce soir-là, alors qu'elle était au téléphone avec un ami, une voix a interrompu la conversation : « Nous savons où tu es, nous savons où tu es » (« *Sabemos dónde estás, sabemos dónde estás* »).

Le 22 novembre, le PCN et d'autres organisations se sont rendus dans le district de La Inmaculada, dans la ville de Buenaventura du département du Valle del Cauca. Le 20 novembre, la responsable communautaire du district, **Rocío del Pilar Segura**, a également été menacée après avoir retiré une banderole dans la rue qui avait été mise en place dans le quartier le 19 novembre au nom de l'entreprise de manutention portuaire des conteneurs, TCBuen. Trois jeunes hommes du quartier se sont rendus chez elle le 20 novembre avec deux personnes qui ont indiqué qu'ils travaillaient pour TCBuen. Rocío del Pilar Segura n'était pas chez elle à ce moment-là, mais un proche a entendu une de ces personnes dire aux jeunes hommes qu'ils « devaient faire payer Rocío pour la banderole » (« *Deben hacer que Rocío pague el pasacalle* »).

DANS LES APPELS QUE VOUS FEREZ PARVENIR LE PLUS VITE POSSIBLE AUX DESTINATAIRES MENTIONNÉS CI-APRÈS, en espagnol ou dans votre propre langue :

- appelez les autorités à prendre toutes les mesures que Danelly Estupiñán et Rocío del Pilar Segura jugent nécessaires pour garantir leur sécurité ;
- engagez-les à diligenter des enquêtes minutieuses et impartiales sur les menaces adressées à Danelly Estupiñán et Rocío del Pilar Segura, à en rendre les conclusions publiques et à traduire en justice les responsables présumés de ces agissements ;
- exhortez-les à prendre des mesures concrètes pour démanteler les groupes paramilitaires qui opèrent dans la ville et à rompre tout lien avec les forces de sécurité.

ENVOYEZ VOS APPELS AVANT LE 8 JANVIER 2016 À :

Président de la République

Juan Manuel Santos
 Presidente de la República
 Casa de Nariño
 Calle 7. No 6-54.
 Bogotá, Colombie

Fax : + 57 1 596 0631

Formule d'appel : Monsieur le Président, / Excmo. Sr. Presidente Santos

Ministre de l'Intérieur

Juan Fernando Cristo
 Calle 12B No 8-46, Primer Piso
 Bogotá, Colombie
 Fax : + 57 1 283 9876

Formule d'appel : Monsieur le Ministre, / Estimado Sr. Ministro

Copies à :

NOMADESC
 Carrera 9, 4-53,
 Barrio San Antonio
Cali, Colombie

Veillez également adresser des copies aux représentants diplomatiques de la Colombie dans votre pays (adresse/s à compléter) :

Name Address 1 Address 2 Address 3 Fax number Email address Salutation

Vérifiez auprès de votre section s'il faut encore intervenir après la date indiquée ci-dessus. Merci.

**AMNESTY
INTERNATIONAL**



ACTION URGENTE

DES DÉFENSEURES DES DROITS HUMAINS MENACÉES DE MORT

COMPLÉMENT D'INFORMATION

Ces dernières années, de nombreuses personnes vivant dans des quartiers de Buenaventura qui ont été désignés pour la construction d'infrastructures touristiques et portuaires ont été tuées ou victimes de disparitions forcées aux mains de groupes paramilitaires qui opèrent dans la ville, notamment dans le district de La Inmaculada, en dépit de la présence de longue date de forces de sécurité.

Le quartier de La Inmaculada est situé juste à côté des installations portuaires de conteneurs de TCBuen et les habitants se sont plaints du fait que plusieurs maisons du quartier ont été endommagées par les vibrations provoquées par le déplacement des conteneurs. La communauté afro-colombienne vivant à La Inmaculada s'est jointe au PCN pour demander à maintes reprises au gouvernement de ne pas autoriser le développement des installations portuaires tant que leur droit à une véritable consultation n'est pas respecté et tant que la communauté n'aura pas donné son consentement préalable, libre et informé. Ils demandent également à ce qu'on leur fournisse un logement et des services de santé et à ce que les habitations endommagées soient réparées.

Les défenseurs des droits humains qui mettent en lumière les crises des droits humains dans la région ont reçu des menaces de mort à plusieurs reprises en raison de leurs activités.

Noms : Danelly Estupiñán, Rocío del Pilar Segura
Femmes

AU 269/15, AMR 23/2946/2015, 27 novembre 2015